

## TIZI-OUZOU

# L'extension de la voie ferrée se heurte encore à des contraintes

**L'opposition légitime rencontrée à Abid-Chamellal doit faire l'objet de nouvelles tentatives de négociations avec le propriétaire de la bâtisse qui gêne la réalisation d'un pont ou d'un viaduc.**

Le wali a conseillé d'être humain et large dans la limite du raisonnable avec l'intéressé. Ce n'est pas, dit-il, un ou deux logements qui doivent bloquer un projet de 10 milliards. A Oued-Aïssi, par contre, les instructions sont tout autre. Il ne faut absolument pas céder aux menaces de l'indu occupant déjà condamné par la justice. Les travaux doivent avancer au besoin avec recours à la force publique et dépôt de plainte, a-t-il dit aux opérateurs.

Au terminus de l'extension, à la zone industrielle, il ne reste plus que la contrainte technique. Il s'agit d'opérer des fouilles sur une profondeur de 6 m afin de garantir la stabilité nécessaire à la voie et aux équipements nécessaires.

A ce niveau, le chef de l'exécutif a signalé une omission des concepteurs de l'infrastructure. Il s'agit d'une aire de stationnement suffisamment grande pour accueillir tous les véhicules particuliers et de transport qui décideraient, pour diverses raisons, de ne pas rentrer sur Tizi-Ouzou. Rappelons enfin que l'extension de la voie ferrée sur 14 km vers la zone industrielle de Oued-Aïssi revêt un très grand intérêt économique et social. Il s'agit de transporter 2 millions de voyageurs par an et 800 000 tonnes de marchandises d'après les prévisions de la direction des transports. Elle sera complétée par un projet visant la modernisation de la voie Thénia/Tizi-Ouzou dont le lancement était annoncé pour novembre dernier et la réception en 2010 et dont l'un des objectifs consistera à

relier Alger à Tizi-Ouzou en 1 heure 10 mn au lieu de 2 heures actuellement. Des contraintes restent toujours à lever devant les travaux d'extension de la voie ferrée Tizi-Ouzou-Oued-Aïssi, notamment au niveau du village Abid-Chamellal et près de l'université de Oued-Aïssi mais aussi au niveau de la future gare de voyageurs et de marchandises de la zone industrielle. Ces contraintes qui ne datent pas d'aujourd'hui continuent de freiner la progression du chantier sur un tronçon de 5 km, allant de Kaf-Nadja au terminus de la ligne de 14 km. Mais indépendamment de l'opposition de

deux familles et de la contrainte géologique au niveau du terminus où le terrain serait marécageux, le chantier connaît un retard supplémentaire au regard des prévisions annoncées en juin 2007, lors de la visite du ministre des Transports.

La mise en service de l'extension devrait intervenir au plus tard en juin 2008 suivant 2 temps et 2 phases : les 9 km, de Tizi-Ouzou à Kaf-Nadja, en décembre 2007 ; les 5 autres, de Kaf-Nadja à la zone industrielle, le terminus de l'extension, en juin 2008. Or, 6 mois après, le premier tronçon n'est pas encore achevé, les murs de soutènement en béton armé protégeant la voie de part et d'autre sur plusieurs kilomètres ainsi que l'assainissement sont en cours d'achèvement, les 3 tunnels et les

2 ouvrages classiques en béton sont totalement réalisés et prêts à accueillir les rails. En revanche, on est seulement au début des opérations de pose des 4 autres en acier, le premier d'entre eux était, ce mardi 25 décembre, sur le point d'être finalisé. Les gares, elles, sont en phase de briquetage, d'étalement et autres travaux de finition. Ce retard est à mettre également sur le compte des oppositions et contraintes techniques qui, faute d'avoir été prévues et levées à temps, ont bloqué le chantier durant plusieurs mois. Elles font désormais partie de l'histoire du chantier pour le tronçon de 9 km où les intervenants ont reçu des instructions fermes du wali pour procéder sans plus tarder à la pose des rails.

B. T.

## Le Rotary Club offre une ambulance médicalisée à la polyclinique des Ouadhias

**Le Rotary Club de Tizi-Ouzou a offert une ambulance médicalisée à la polyclinique des Ouadhias.**

La remise, effectuée par les responsables locaux du club à l'unité de soins, en présence des autorités locales, met fin à un manque flagrant et aux difficultés d'évacuation des urgences vers le CHU de Tizi-Ouzou. Les citoyens de cette localité, située à une cinquantaine de kilomètres au sud du chef-lieu de wilaya, ont réservé un accueil chaleureux aux membres du club et aux sponsors présents parmi lesquels figuraient Lounis Aït Menguellet. Tant attendue la livraison a donné lieu à une véritable fête. La foule était nombreuse pour marquer l'événement et manifester ses remerciements aux membres du club et à leurs sponsors. Créée en 2004, le Rotary Club de Tizi est le 15<sup>e</sup> du genre à travers le pays parmi lesquels 6 au niveau de la capitale, 3 à Oran et 1 dans chacune des grandes villes telles que Constantine, Saïda, Tlemcen, Bel-Abbès... Dernier des

clubs du pays, celui de Tizi-Ouzou a déjà à son actif l'aménagement et l'équipement d'une aire de jeux aux alentours de la pédiatrie du CHU de Tizi-Ouzou, estimés à 1,8 million de dinars, le financement de 2 restaurants au cours du Ramadhan 2007 avec le concours des patrons des unités Cosmos de Tizi et de Djénia Glace de Fréha. Il fournirait, par ailleurs, régulièrement, la pouponnière de Boukhalfa en médicaments, en lait, en effets vestimentaires et en accessoires, selon le président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie, membre du club.

Sur le plan organique, le Rotary Club qui a un siècle d'existence comprend 35 200 clubs et 1 220 000 membres dans le monde regroupés en 550 districts. L'Algérie fait partie, indique encore le président, de la C-RCI d'un district Rotary Club regroupant les 4 pays du Maghreb. Le Rotary Club international est représenté à l'Unesco et à l'ONU.

B. T.

## DRAA-EL-MIZAN

# Les élèves prennent, enfin, leurs vacances !

**Cette année l'ensemble des établissements scolaires de toute la daïra de Draâ-El-Mizan, tous cycles confondus, ont ouvert leurs portes aux élèves qui auront à passer, le mois de juin prochain, un examen de fin d'année, à savoir, la 6ème, le BEM et le Bac.**

C'est une circulaire émanant du ministère de l'Éducation nationale invitant les chefs des établissements scolaires à ouvrir les infrastructures éducatives pour accueillir ces élèves des classes d'examen.

Tous les établissements scolaires ont donc travaillé le long de la première semaine, destinée normalement au repos pour les apprenants après un long et harassant premier trimestre. Après

avoir passé un week-end prolongé, fête de l'Aïd oblige, les élèves ont repris le chemin de l'école le samedi dernier pour bénéficier de cours de consolidation-révision. Les professeurs auront ainsi la tâche de remédier aux lacunes et, éventuellement, combler les carences de leurs élèves ; c'est le principal objectif de leur mission.

Un fait important à signaler, c'est que, ces derniers temps, l'écrasante majorité des parents se soucient de plus en plus de la scolarité de leur progéniture, nous avons constaté cela dans une virée dans certains établissements à l'image du CEM nouveau, du lycée Ali Mellah etc., où plus de 90 % des élèves étaient présents. Néanmoins, ce n'est pas tout le monde qui est pour cette décision de dispenser ces cours de rattrapage aux élèves du primaire et du moyen. « Nous sommes contre cette décision, nous

enfants sont saturés, ils ne sont pas en mesure de poursuivre leur scolarité normalement à cause du nombre élevé de matières enseignées et la grande surcharge de leurs programmes », nous dit un parent de deux enfants scolarisés.

Dans le même registre, un professeur parent d'élèves, enchaîne : « je ne peux pas adhérer à cette façon de voir les choses, je suis plutôt pour la réduction de matières et d'horaires. A la rigueur, réserver ces cours de soutien aux élèves de la terminale, ils sont peut être plus coûteux pour « encaisser des surcharges de programmes et assimiler cette panoplie de connaissances ».

« Toujours est-il qu'une expérience est toujours bonne à tenter ; les résultats de celle-ci ne seront connus que plus tard », estime un directeur d'un établissement de la ville.

Slimane S.

## AÏN-TÉMOUCHENT

# L'OPGI dresse son bilan

**Avec un montant de recouvrement des loyers de 301 millions de dinars en 2007 contre 264 millions l'année écoulée, représentant un taux de recouvrement de 51,4%, soit l'un des meilleurs à l'échelle nationale qui n'est que de 32%.**

L'OPGI de Aïn-Témouchent, par la voix de son directeur, M. Sabeur, qui a tenu un point de presse mercredi dernier, vise à inciter tous les locataires de la wilaya à apurer leur situation auprès des services de l'OPGI pour ne pas contraindre celui-ci à recourir à des mesures contraignantes et désobligeantes, allant jusqu'à les ester en justice ou les expulser de leurs logements après la résiliation du contrat de location. D'ailleurs, ajoute le directeur de

l'OPGI, il y a 302 cas dont les situations sont au niveau de la justice pour non-paiement de loyer.

Concernant la sous-location, 61 affaires sont également au niveau de la justice après que les brigades de l'OPGI eurent découvert des logements loués à des tierces personnes au niveau de la nouvelle ville de Aïn-Témouchent.

Pour ce qui est du logement de type F1, il y a 385 cas qui ont été changés ou même transformés dans

le chef-lieu de wilaya, Béni-Saf et Sidi-Ben-Adda, alors que 20 unités ont été attribuées à des associations locales. Reste le cas des 54 de Hammam-Bou-Hadjir où les bénéficiaires seront traités selon la situation familiale. L'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya gère un parc immobilier de 12 758 logements tous types confondus dont 1 072 locaux commerciaux.

L'opération de cession de logements n'a concerné que 12 cas, pour tant l'État a réduit la vente du mètre carré de 18 000 à 14 000 DA, et que cette procédure de cession des logements expirera en 2010. En matière de réalisation de logements, le direc-

teur de l'OPGI, très optimiste, avance que tous les programmes inscrits dans le cadre du plan quinquennal 2005/2009, dont la wilaya de Aïn-Témouchent a bénéficié de 11 500 logements, ont été lancés et devraient être achevés et réceptionnés durant l'année 2008, soit une année d'avance par rapport au délai prévu. Il est utile de noter que le parc global de logements dans la wilaya est de 70 537 unités pour une population totale de 366 790 habitants, ce qui donne un taux d'occupation de logement (TOL) de 5,2 habitants, très appréciable par rapport au niveau national.

S. B.

## TIARET

## Une femme et ses deux enfants meurent dans une explosion de bouteille de gaz

Décidément, les risques du gaz n'en finissent pas de faire des victimes à Tiaret. A chaque période hivernale, on déplore, pour des raisons d'inhalation, de mauvaise manipulation ou de fuite de cette matière, des pertes humaines.

C'est en fait ce qui s'est passé dans la matinée de mardi dernier au lieu-dit El Haoudh, une zone rurale relevant de la commune de Naïma à une quarantaine de kilomètres au sud du chef-lieu de wilaya lorsque l'explosion d'une bouteille de gaz butane a coûté la vie à une mère et ses deux enfants plongeant toute la localité dans la consternation.

Le drame a été provoqué, selon la Protection civile, par une fuite de gaz d'une bouteille à laquelle les victimes recouraient pour se chauffer.

Les mêmes sources précisent que c'était au moment où la mère tentait d'actionner l'interrupteur de lumière que la déflagration s'est produite pour souffler la maisonnette et carboniser les trois personnes qui s'y trouvaient.

Les corps de la mère, B. N., 31 ans, ainsi que ceux des deux fillettes, K. H. et K. N., âgées respectivement de 7 et 2 ans, ont été déposés par les éléments de la Protection civile de la daïra de Aïn-Dheb au niveau de la morgue du secteur sanitaire Guermi-Naceur de Sougueur.

Mourad Benameur

## GUELMA

## Tension sur le gaz butane

Dans la wilaya de Guelma, particulièrement dans les zones montagneuses et enclavées, le manque de gaz est la hantise des populations. C'est un problème qui, malheureusement, se pose chaque année durant la saison hivernale.

Dès l'approche de l'hiver, le prix d'une bouteille de gaz butane est soumis à une hausse. Cédée en temps normal à 180 et 220 DA, et ce, même dans les lointaines contrées, telles que Hammam-N'Bail Oued-Cheham, Dahouara, Aïn-Larbi, Aïn-Sandel, Boubachana, Maouana, elle sera vendue entre 350 et 400 DA sous le manteau.

Le perdant dans cette affaire, comme toujours, le pauvre citoyen qui ne sait où donner de la tête pour acheter la précieuse bouteille. Et comme elle est introuvable en cette période, l'on assiste malheureusement au retour des pratiques d'un âge révolu.

La ménagère pour préparer ses repas quotidiens, se rabat sur les brindilles, les barbecues de fortune, la paille et pour le chauffage, c'est une autre paire de manche. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la prolifération des aviculteurs dans la région a accentué la pression sur ce produit devenu un luxe pour le commun des mortels au pays du pétrole et du gaz.

En effet, pour de nombreux citoyens, le problème réside en premier lieu dans le stockage et le dysfonctionnement dans la distribution. Pour d'autres, ce mal trouve son explication dans le manque de planification pour faire face aux besoins d'une population dont le nombre est connu depuis belle lurette.

Quoi qu'il en soit, le problème du gaz butane n'est pas près de trouver son épilogue tant que la distribution ne sera pas planifiée.

B. A.